

AI Index: PRE 01/293/2009
07 August 2009

Géorgie/ Russie. Les répercussions de la guerre un an après

Un an après la guerre entre la Géorgie et la Russie, des milliers de civils demeurent bloqués loin de chez eux, sans grand espoir de pouvoir y retourner dans les mois qui viennent. Leur avenir est marqué par l'incertitude – comme pour beaucoup de personnes qui ont réussi à rentrer, a déclaré Amnesty International dans un rapport publié ce vendredi 7 août 2009.

« *Des centaines de milliers de personnes sont confrontées à une nouvelle réalité engendrée par le conflit et les autorités se doivent de faciliter cette transition autant que faire se peut. Elles sont aussi tenues d'accorder justice et réparation aux victimes*, a indiqué Nicola Duckworth, directrice du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

« *Il incombe aux autorités de toutes les parties au conflit de garantir à ceux qui ont dû fuir leur foyer les droits de rentrer dans la sécurité et la dignité et de prendre en main leur destin.* »

Quelque 192 000 personnes ont été déplacées durant la guerre qui a éclaté dans la nuit du 7 au 8 août 2008. Sur les 38 500 personnes qui ont quitté l'Ossétie du Sud pour gagner la Russie, seules environ 4 000 ne seraient pas rentrées. Toutefois, sur les quelque 138 000 personnes d'ethnie géorgienne déplacées en raison du conflit, 30 000 n'ont pas pu rentrer chez elles. Parmi elles, 18 500 personnes ayant fui l'Ossétie du Sud et le district d'Akhalgori risquent d'être déplacées pour longtemps.

La plupart des personnes déplacées en Géorgie se sont vues proposer un autre logement ou une indemnisation. Désormais, 18 000 personnes vivent dans 36 nouveaux quartiers urbains ou ruraux, dotés d'équipements et de meubles de base. Comme elles l'ont expliqué à Amnesty International, leur principal problème demeure l'éloignement de certains de ces nouveaux quartiers : il s'avère difficile de se rendre dans les hôpitaux et les écoles et, surtout, au travail, ce qui les rend dépendants de l'aide humanitaire.

Dans son rapport intitulé [*Civilians in the aftermath of War: The Georgia – Russia conflict one year on*](#), Amnesty International dévoile les tensions persistantes et la sécurité fragile malgré lesquelles les gens tentent de reconstruire leur vie, alors que personne n'a été tenu pour responsable des nombreuses violations du droit international commises durant le conflit.

L'un des principaux enjeux demeure la sécurité dans une région où certaines zones sont presque vidées de leur population. En outre, de nombreuses personnes d'ethnie géorgienne qui sont rentrées chez elles dans des régions limitrophes de l'Ossétie du Sud n'ont plus accès à leurs champs ni à leurs vergers, parce qu'elles vivent sur un territoire relevant désormais de la juridiction des autorités de facto d'Ossétie du Sud ou parce que la zone n'a pas été déminée.

La ligne de démarcation entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud fixée au lendemain de la guerre manque de

précision et constitue une autre source d'insécurité.

La situation est aggravée par la capacité réduite de surveillance internationale, après l'arrêt des missions de surveillance de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et des Nations unies, tandis que les derniers observateurs mandatés par la communauté internationale, ceux de la Mission de surveillance de l'Union européenne, ne peuvent pas se rendre dans les zones contrôlées par les autorités de facto d'Ossétie du Sud (ni dans l'autre région séparatiste d'Abkhazie).

« Les autorités de toutes les parties au conflit doivent garantir la sécurité de tous ceux qui vivent dans des zones touchées par la guerre et de ceux qui ont dû fuir et désirent maintenant rentrer chez eux. Les considérations politiques ne doivent pas les empêcher de s'acquitter de leurs obligations au titre du droit international afin de garantir les droits des populations placées sous leur contrôle », a poursuivi Nicola Duckworth.

Les recherches menées précédemment par Amnesty International au lendemain du conflit avaient mis au jour des éléments solides prouvant que des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité, avaient été commis pendant et après les affrontements. Il semble que les forces géorgiennes n'aient pas pris les mesures nécessaires afin d'assurer la protection des civils, dont des dizaines ont été tués, lorsqu'elles ont pris d'assaut Tskhinvali dans la nuit du 7 au 8 août 2008. Quant aux milices d'Ossétie du Sud, elles auraient pillé et détruit des habitations et des biens dans plusieurs villages à majorité géorgienne en Ossétie du Sud. Selon certaines informations, les troupes russes n'ont pas pris les mesures à même d'empêcher ces agissements. Les frappes aériennes et les tirs d'artillerie russes ont également touché des villages et des villes ; d'aucuns affirment que certaines attaques étaient menées sans discrimination ou prenaient pour cibles des civils. La Géorgie comme la Russie ont utilisé des bombes à sous-munitions.

« À ce jour, personne n'a été déféré à la justice par les autorités géorgiennes ou russes pour répondre des graves violations du droit national et international perpétrées pendant le conflit et juste après, » a assuré Nicola Duckworth.

« Sans vérité ni obligation de rendre des comptes, aucune réconciliation n'est possible – pas plus qu'une paix durable. »

Amnesty International engage toutes les parties au conflit à prendre les mesures requises afin de mener dans les meilleurs délais des enquêtes indépendantes, approfondies et impartiales sur les allégations selon lesquelles leurs forces respectives ont commis des crimes relevant du droit international durant le conflit, y compris des crimes de guerre. Lorsque les moyens de preuve recevables sont suffisants, les parties doivent veiller à ce que toute personne raisonnablement soupçonnée de crimes relevant du droit international soit traduite en justice dans le cadre d'un procès qui respecte pleinement les normes internationales d'équité.

Voir aussi : [*Civilians in the line of fire: the Georgia-Russia conflict*](#) (Extraits en [français](#))